Géorgie : des fonctionnaires licenciés pour raisons politiques

Description

Ces derniers jours, de nombreux fonctionnaires ont annoncé leur licenciement en raison de leurs opinions politiques. Ces licenciements touchent particulièrement la mairie de Tbilissi dont le maire, Kakhaber Kaladze, avait ouvertement menacé à plusieurs reprises les employés de la mairie qui manifestaient.

Le nombre exact de licenciements est inconnu mais concernerait plusieurs dizaines de personnes et leu nombre augmenterait chaque jour. Leur point commun est d'avoir contesté la décision de suspendre le processus d'intégration européenne jusqu'en 2028, annoncée le 28 novembre 2024 par le nouveau Premier ministre Irakli Kobakhidze. Beaucoup de fonctionnaires et prestataires du service public se sont désolidarisés de cette décision et ont pris position contre la répression des manifestations en cours depuis le 28 octobre 2024 à la suite des élections législatives.

Les licenciements se font surtout par le non-renouvellement de contrat, principalement oralement et sans évoquer de raisons précises. En Géorgie, après 30 mois de contrat à durée déterminée, le salarié du service public était jusqu'ici considéré comme fonctionnaire et son contrat était renouvelé automatiquement. Ce n'est plus le cas depuis les amendements à la loi sur les fonctionnaires introduits par le Rêve géorgien.

Selon Teo Zakarashvili, avocat de *Transparency International Géorgie*, les amendements à la loi sur le service public introduits fin 2024 simplifient le licenciement des employés, ce qui viole les droits des fonctionnaires et suggère un usage répressif, par la suppression ou la détérioration des garanties de sécurité sociale et des leviers juridiques protégeant les fonctionnaires.

Ces licenciements touchent aussi des personnes occupant des postes clés et sans remplaçants, ayant été récompensés pour la qualité de leur travail et cumulant les années de carrière. C'est le cas de Nino Kiknadze, seule directrice d'un programme de la mairie de Tbilissi en lien avec le réseau des villes créatives de l'UNESCO : « *Je dois expliquer à mes collègues étrangers que j'ai été licenciée à cause de la répression politique* », a-t-elle déclaré. Certaines agences, déjà en sous-effectif, sont particulièrement touchées par ces licenciements.

Sources : *Radio Liberty Georgia*, *Publika.ge*, *Euronews Georgia*.

date créée
06/01/2025
Champs de Méta
Auteur-article : Nathan Hourcade